Cfdt: CHIMIE ÉNERGIE
S'ENGAGER POUR CHACUN AGIR POUR TOUS

HALTE A L'ECLATEMENT « FAÇON PUZZLE » DU GROUPE EDF

« Aux quatre coins de la France qu'on va retrouver EDF, éparpillée par petits bouts, ***façon puzzle****. Moi, quand on m'en fait trop, je correctionne plus : je dynamite, je disperse, je ventile »*

C'est l'extrait bien connu *(et adapté)* des « tontons flingueurs » que l'on pourrait prêter à la Commission Européenne tant ses demandes de dislocation du Groupe sont fortes en contrepartie de la mise en place d'une nouvelle régulation du marché de l'électricité et d'une remise en cause du mécanisme ARENH, qui permet aux concurrents d'EDF de racheter une partie de sa production nucléaire au tarif de 42€/MWH.

Pour la CFDT, l'objectif doit être d'aboutir à une régulation juste, préservant les consommateurs de variations brutales du prix de l'électricité, et permettant de rentrer dans une véritable transition énergétique décarbonée - que l'Europe appelle avec force de ses vœux - et pour laquelle le nucléaire, restera encore pour la France, le pivot pendant de nombreuses années !

Hercule, le projet porté par le Comex d'EDF, en lien avec l'Etat, c'est déjà « EDF bleu » avec les activités nucléaires régulées, et « EDF Vert » avec « le reste » : Enedis, Commerce, Dalkia etc… dont le capital serait ouvert pour désendetter l'entreprise. S'y ajouterait maintenant une troisième brique « EDF Azur », qui reprendrait une grande partie de l'hydraulique … (RTE resterait « un actif à part »). Depuis le début, la Cfdt a marqué son opposition à ce projet.

La presse fait écho ces derniers jours d'une accélération des discussions avec Bruxelles au niveau politique (Le couple ministériel : Le Maire/Pompili). Un document émanant de l'agence de participation de l'Etat (l'APE, l'actionnaire principal) fait état de demandes extrêmes de la commission européenne visant à une désintégration totale du groupe « façon puzzle » : ***« la position de la commission européenne consiste à privilégier (pour EDF) une holding sans rôle opérationnel ni contrôle sur ses filiales… entrainant l'impossibilité de maintenir un groupe intégré ! »***.

Ce projet, s'il est avéré, constitue pour la CFDT une menace supplémentaire pour les salariés, mais aussi pour les collectivités et les citoyens consommateurs, l'ouverture au capital d'Enedis par exemple pouvant menacer à terme la péréquation tarifaire, le même prix partout sur le territoire national !

Pour la CFDT, la nouvelle régulation du marché de l'électricité doit aboutir pour en finir avec le mécanisme actuel de l'ARENH qui spolie EDF au profit de concurrents parfois déloyaux, mais elle ne doit pas se faire au détriment de contreparties exorbitantes.

Il est urgent que l'Etat Français signifie une bonne fois pour toute à la Commission Européenne que la France ne cassera pas son formidable atout EDF, exceptionnellement bas carbone, toujours centré autour du service public, respectueux du pouvoir d'achat des clients, payant son impôt sans tergiverser pas comme certains concurrents qui usent et abusent des paradis fiscaux…

La politique énergétique Européenne n'a pas de leçon à donner tant son bilan est affligeant sur tous les tableaux : prix en hausse, indépendance énergétique et technologique déficiente, objectifs de baisse des émissions CO2 ratés dans les grandes largeurs, risque de black-out électrique croissant, … Elle ferait donc bien de revoir son logiciel des années 80, complètement « has been » concernant le marché de l'électricité !